



COMMUNIQUE DE PRESSE

Intersyndicale T2C

Les organisations syndicales de T2C, CGT, SATUC/UNSA et CGC, tiennent à s'adresser publiquement aux usagers et citoyens de l'agglomération clermontoise.

Nous prenons acte du communiqué de Serge GODARD du lundi 5 décembre 2011, mais nous regrettons avec beaucoup d'amertume que ce soit devenu la seule façon de communiquer de la part du Président du SMTC envers l'intersyndicale de T2C.

En premier lieu, il convient d'expliquer que nous avons d'abord choisi de ne pas pénaliser les usagers en s'adressant à Serge GODARD par des courriers. Sans réponse de sa part, nous avons ensuite appelé à des rassemblements de salariés les jours où se tenaient les séances du comité syndical du SMTC, sans appeler à la grève. Et ce n'est qu'en dernier recours, devant le refus du dialogue, que nous avons été contraints de cesser le travail pour faire entendre notre revendication de gestion 100 % publique et 100 % locale des transports urbains de l'agglomération clermontoise.

Pour faire taire une idée reçue, les usagers et citoyens doivent savoir que l'arrivée d'un opérateur privé au capital d'une entreprise de transports publics n'amène pas de fonds pour en assurer le financement. C'est, au contraire, la recherche permanente du profit, et avec elle la remontée de l'argent public local hors de l'agglomération dont nous serions tous les spectateurs impuissants.

Ce mouvement social ne concerne pas directement des revendications internes à T2C. Il émane au contraire d'une volonté collective que les transports publics urbains de l'agglomération clermontoise soient administrés en totalité par des élus démocratiquement choisis par les citoyens.

Aujourd'hui, si les discussions politiques semblent s'orienter vers des choix qui conviendraient à tous, rien n'est officiellement acté dans les instances décisionnaires que sont Clermont-Communauté et le SMTC, c'est-à-dire deux collectivités locales qui ont pour Président Serge GODARD.

De plus, nous ne comprenons pas que les écrits émanant du cabinet du Maire de Clermont-Ferrand ne reflètent pas la teneur des débats, et qu'ils font systématiquement ressurgir des éléments générateurs de conflits. Cela est d'autant plus incompréhensible que la Mairie n'est pas une collectivité ayant la compétence transports, et que c'est aussi Serge GODARD qui en est le premier magistrat.

Après plusieurs mois de conflit, l'issue est donc très proche, mais la balle est dans le camp de ceux qui gouvernent l'agglomération clermontoise.

Bien sûr nous comprenons la gêne occasionnée pour les usagers des transports, mais ces quelques jours de grève sont capitaux pour que le transport public soit considéré comme un droit humain fondamental et non comme une source de profit.

Mardi 6 décembre 2011